

Convention collective

**IDCC : 9532. – EXPLOITATIONS HORTICOLES
MARAÎCHÈRES ET DE PÉPINIÈRES
(Mayenne)
(8 avril 1974)**

(Etendue par arrêté du 9 avril 1975,
Journal officiel du 18 mai 1975)

AVENANT N° 69 DU 17 JUIN 2014

NOR : AGRS1497334M
IDCC : 9532

Entre :

L'union horticole de la Mayenne,

D'une part, et

Le SGA CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Soucieuses de mettre à jour, à droit constant, les dispositions de la convention collective, les parties signataires ont établi le présent avenant, prenant acte notamment de la recodification du code du travail intervenue en 2008, des modifications législatives et réglementaires ayant eu lieu ces dernières années ainsi que du passage du franc à l'euro.

Article 2

Les termes de l'article 1^{er} « L. 721-1 à L. 721-23 et R. 721-3 à R. 721-14 » sont remplacés par « L. 7411-1 à L. 7424-3 et R. 7413-1 à R. 7424-2 ».

Article 3

L'article 5 est remplacé par :

« La révision d'une partie de la convention peut être introduite, à tout moment, par l'une quelconque des parties. Elle doit être signifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres organisations syndicales et à l'unité territoriale de la Mayenne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de la Loire.

Elle doit spécifier les articles auxquels elle s'applique et préciser le nouveau texte susceptible d'y être substitué.

La commission mixte, constituée comme il est de règle et convoquée par l'unité territoriale de la Mayenne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de la Loire, commence d'étudier les modifications demandées dans les 30 jours, de date à date, suivant la date d'expédition de la lettre recommandée susvisée. »

Article 4

Les termes de l'article 6 « L. 132-8 » sont remplacés par « L. 2261-9 à L. 2261-13 ».

Article 5

L'article 7 est modifié comme suit : « L. 524-1 » est remplacé par « L. 2523-1 » ; « L. 525-1 » est remplacé par « L. 2524-1 » ; « du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est remplacé par « de l'inspection du travail » ; « la direction départementale de l'agriculture » est remplacé par « la direction départementale des territoires ».

Article 6

Les termes de l'article 8 « livre IV » sont remplacés par « livre I^{er} de la deuxième partie ».

Article 7

Les termes de l'article 10 « livre IV » sont remplacés par « livre III de la deuxième partie ».

Article 8

L'article 13 est modifié comme suit :

Sauf accord entre les parties, tout engagement, pour une durée indéterminée, est conclu à l'essai. La durée de la période d'essai est fixée à : » est remplacé par « La période d'essai ne se présument pas, celle-ci est expressément stipulée dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail, conformément à l'article L. 1221-13. Pour un engagement pour une durée indéterminée, la durée de la période d'essai est fixée à : ».

Après les termes « pour le personnel d'exécution », il est ajouté les mots suivants « (niveaux I à IV) » ; « groupe III » est remplacé par « niveau V » ; « groupe II » est remplacé par « niveau VI » ; « groupe I » est remplacé par « niveau VII ».

Article 9

Les termes de l'article 14 « D. 121-3 » sont remplacés par « D. 1243-1 ».

Article 10

L'article 17 est modifié comme suit : « L. 122-14 » est remplacé par « L. 1232-2 » ; « L. 122-9 » est remplacé par « L. 1234-9 », « R. 122-1 » est remplacé par « R. 1234-2 » ; « L. 122-32-1 » est remplacé par « L. 1226-7 » ; « L. 122-32-4 » est remplacé par « L. 1226-8 » ; « L. 122-32-5 » est remplacé par « L. 1226-10 ».

Article 11

L'article 23 est modifié comme suit : « D. 117-1 » est remplacé par « D. 6222-26 » ; « l'article D. 117-2 » est remplacé par « les articles D. 6222-28 et D. 6222-29 » ; « D. 117-3 » est remplacé par « D. 6222-34 » ; « D. 117-4 » est remplacé par « D. 6222-35 ».

Article 12

L'article 25 est modifié comme suit : le paragraphe « Le prix journalier de la nourriture du salarié nourri par l'employeur est fixé à 75 francs, dont :

- 15 francs pour le petit déjeuner ;
- 30 francs pour le repas du midi ;
- 30 francs pour le repas du soir. »,

est remplacé par « Le prix journalier de la nourriture du salarié nourri par l'employeur est fixé à 11,43 €, dont :

- 2,29 € pour le petit déjeuner ;
- 4,57 € pour le repas du midi ;
- 4,57 € pour le repas du soir. »

Article 13

Les termes de l'article 26 « D. 117-4, alinéa 2 » sont remplacés par « D. 6222-35, alinéa 2 ».

Article 14

Les termes de l'article 39 « L. 122-11 » sont remplacés par « L. 1241-1 ».

Article 15

L'article 40 est modifié comme suit : « L. 122-4 » est remplacé par « L. 1231-1 » ; « L. 321-1 » est remplacé par « L. 1233-3 ».

Article 16

Les termes de l'article 40 *bis* « L. 122-32-1 » sont remplacés par « L. 1226-6 ».

Article 17

Les termes de l'article 44 « L. 145-1 et R. 145-1 » sont remplacés par « L. 3252-1 et R. 3252-1 ».

Article 18

L'article 49 est remplacé par :

« Indépendamment des délais de préavis, fixés à l'article 42, tout salarié d'exécution ou d'encadrement congédié, sans faute grave de sa part, a droit à une indemnité minimum de licenciement s'il justifie, sur la même exploitation, d'une ancienneté de services continus d'au moins 1 an. Cette indemnité est au moins équivalente à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté, conformément à l'article R. 1234-2 du code du travail.

Conformément à l'article L. 1226-14 du code du travail, les salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ont droit à une indemnité spéciale de licenciement égale au double de celle fixée ci-dessus et à une indemnité compensatrice de délai-congé d'un montant égal à celui de l'indemnité prévue à l'article L. 1234-5 du code du travail.

Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié :

1. Soit 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement.
2. Soit 1/3 des 3 derniers mois. Dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel, versée au salarié pendant cette période, n'est prise en compte que dans la limite d'un montant calculé à due proportion. »

Article 19

Le paragraphe B de l'article 54 est remplacé par :

« B. – Les salariés handicapés, qui ont été reconnus comme tels par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) dans les conditions prévues par l'article L. 5213-2 du code du travail, ne peuvent être employés qu'à des travaux dont la nature et la durée sont compatibles avec leur handicap. Le salaire des bénéficiaires mentionnés à l'article L. 5212-13 du code du travail ne peut être inférieur à celui qui résulte de l'application des dispositions légales ou des stipulations de la convention ou de l'accord collectif de travail. »

Article 20

Les termes de l'article 57 « 983 » sont remplacés par « R. 716 ».

Article 21

Les termes de l'article 64 « du décret n° 87-231 du 27 mars 1987 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions du livre II du code du travail (titre III) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics » sont remplacés par « des articles R. 4227-42 à R. 4227-54 du code du travail ».

Article 22

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'inspection du travail, unité territoriale de la Mayenne, DIRECCTE des Pays de la Loire, 60, rue Mac-Donald, 53063 Laval Cedex 9.

Fait à Laval, le 17 juin 2014.

(Suivent les signatures.)